



Le Secrétaire Général
Fédéral

***Lettre ouverte à notre Ministre
La FPIP y dénonce l'hypocrisie
ambiante, Le non respect du policier,
La culture de l'excuse, Le manque de
volonté politique, La pression
hiérarchique, et La mise en doute de
La parole du flic !***

Paris, le 29 mai 2013

Monsieur Manuel VALLS
Ministre de l'Intérieur
Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS cedex 08

Monsieur le Ministre,

Les événements survenus récemment lors d'un rassemblement de ce qui aurait dû être une magnifique fête sportive, aussi bien les mouvements d'opinions de ces derniers jours, m'amènent en tant que responsable syndical du plus ancien syndicat de policiers, à vous adresser cette lettre ouverte, qui à elle seule, reflète ce que pensent et ressentent la majorité de mes collègues.

Ce mal, j'irai même jusqu'à employer le terme de gangrène, est facile à identifier. Vous ne pouvez ignorer les faits qui vous sont rapportés, *vous savez ce que nous savons*, et le chemin à parcourir entre le discours au « bon peuple de France » et ce qu'en traduisent les policiers qui ont vécu ces événements, souvent dans leur chair, nous semble bien long. Les auteurs de faits intolérables à l'égard des forces de l'ordre sont clairement identifiés et souvent « *très connus de nos services* », services qui sont aussi les vôtres.

Diverses affirmations ont été entendues ici et là. Certains ont dit que les violences faites aux policiers et les dégradations concomitantes sont l'expression de pseudos supporters exclus par la direction de leur club de football ; sans doute !

Cependant, quand au travers d'une presse plutôt complaisante avec la culture de l'excuse, il est martelé ce qui précède, il convient alors d'aller au bout de la démonstration.

Vous n'êtes pas sans savoir, Monsieur le Ministre, que ceux qu'on affublait il n'y a pas si longtemps du doux vocable de « sauvageons », ont traversé le périphérique parisien afin, et dans un seul but, d'en découdre avec les forces de l'ordre et de saccager et piller certains quartiers sans vergogne, de ce qui est sans doute, et en tous cas, dans le cœur de nombreux français, la plus belle ville au monde : Paris !

D'autres encore expliquent qu'il n'y avait pas assez de policiers pour assurer cette mission, malgré les avertissements de la veille, que c'est de la faute du Préfet de police !

Il faut plutôt rechercher la faute du côté des défenseurs invétérés de la culture de l'excuse permanente, encore elle, et de celles et ceux qui n'ont pas le courage de prendre en de pareilles circonstances les mesures qui s'imposent au bon sens commun.

Parmi les pseudos supporters et les hordes de casseurs, nombre sont connus : pourquoi ne pas les assigner à résidence ou les placer en rétention administrative la veille d'événements réputés à risques ?

Il n'a pas été tiré de leçons des violences de 2005 : c'est bien dommage quand on sait que les mêmes personnes produisent les mêmes effets, il faut les retirer du circuit et les priver de liberté le temps nécessaire afin que la liberté et le droit légitimes des personnes à assister à un match ou une fête du football ou encore, à défiler sereinement dans la rue, puissent s'appliquer.

De deux choses l'une : ou bien l'on dénonce la totalité des auteurs portant atteinte à l'ordre républicain auquel nous sommes fermement attachés et alors on est en pleine adéquation avec la réalité des faits, ou on continue à faire du politiquement correct et on se trouve en décalage complet avec les faits constatés par la population et les policiers placés en première ligne.

Nous sommes au bord d'une explosion sociale violente et la moindre petite étincelle sert de prétexte à troubler l'ordre public, explosions auxquelles pour le moment les policiers ont toujours su faire face, mais pour combien de temps encore ?

Monsieur le Ministre, je me permets de vous poser cette question : allons nous attendre, en priant pour que cela ne se reproduise pas, que la catastrophe arrive et que l'inexcusable survienne ?

Les ZSP c'est bien, à condition d'avoir du personnel suffisant, ce qui n'est pas le cas, même si nous vous sommes grés d'avoir mis un frein à l'assassine RGPP.

C'est d'une réponse judiciaire adaptée et forte dont nous avons besoin.

Toutes ces manifestations, de quelque ordre qu'elles soient, engendrent un climat d'insécurité récurrent pour nos concitoyens mais aussi pour les policiers qui se trouvent de plus en plus sur la sellette et dont la parole est souvent mise en cause, auxquels on demande de plus en plus de justifier leurs actes, ce qui devient à la longue, intolérable, et exprime un manque de confiance de la part de notre hiérarchie.

Mai 2012 a vu des milliers de policiers dans la rue dire leur ras-le-bol concernant leur mal vivre du métier : ce ne sont pas les motifs qui manquent au quotidien pour que l'histoire se répète.

La FPIP est partie prenante d'une grande Confédération européenne de syndicats de police, EUROCOP.

Notre mot d'ordre est ; protégez ceux qui vous protègent.

C'est ce qu'attendent de vous les policiers français, que vous preniez leur défense à chaque fois qu'ils sont attaqués par des médias peu scrupuleux à leur égard, ou par des citoyens dont l'honnêteté est sujette à caution mais qui ont souvent l'oreille bienveillante de la justice, et tout simplement, Monsieur le Ministre, vous qui êtes le premier policier de France, donnez nous les moyens de travailler en sécurité.

Nous espérons avoir retenu votre attention et les réponses que vous ne manquerez pas de nous faire parvenir, j'en suis sûr, seront d'un grand intérêt pour les policiers.

Dans l'attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations respectueuses et de ma très haute considération.



Claude CHOPLIN